



Conseil de sécurité

Soixante et unième année

5498^e séance

Dimanche 30 juillet 2006, à 11 h 40

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. de La Sablière	(France)
<i>Membres :</i>	Argentine	M. García Moritán
	Chine	M. Liu Zhenmin
	Congo	M. Ikouebe
	Danemark	M ^{me} Løj
	États-Unis d'Amérique.	M. Bolton
	Fédération de Russie	M. Churkin
	Ghana	Nana Effah-Apenteng
	Grèce	M. Vassilakis
	Japon	M. Oshima
	Pérou	M. Pereyra Plasencia
	Qatar	M. Al-Nasser
	République-Unie de Tanzanie.	M. Manongi
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . .	Sir Emyr Jones Parry
	Slovaquie	M. Mlynár

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



La séance est ouverte à 11 h 40.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants d'Israël et du Liban des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique habituelle, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Gillerman (Israël) et M. Mahmoud (Liban) prennent place à la table du Conseil.

Le Président : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur des photocopies d'une lettre datée du 29 juillet 2006, adressée par le Secrétaire général, qui sera publiée comme document du Conseil de sécurité sous la cote S/2006/595.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. Kofi Annan.

Le Secrétaire général (parle en anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance au pied levé.

Nous nous réunissons à un moment extrêmement grave, au premier chef pour les habitants du Moyen-Orient mais aussi pour les instances de cette Organisation, en particulier le Conseil de sécurité. Comme vous le savez, les forces aériennes israéliennes ont bombardé cette nuit le village de Cana situé dans le Sud-Liban. Ce village ne se trouvant plus dans la zone d'opération de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), nous ne disposions pas de personnel à proximité au moment de l'attaque. Toutefois, des ingénieurs chinois et deux équipes

médicales ont réussi à se rendre dans le secteur. Ils participent au déblaiement des décombres et portent secours aux survivants. Je m'en remets donc aux autorités libanaises pour mes informations. Les premières informations font état d'au moins 54 tués, parmi lesquels 37 enfants.

Nous devons condamner cet acte dans les termes les plus vigoureux. J'appelle le Conseil à faire de même.

Je suis atterré par le fait que mes appels à l'arrêt immédiat des hostilités soient restés lettre morte, des innocents continuant par conséquent de mourir et de souffrir. Je renouvelle cet appel, encore une fois depuis la salle du Conseil, et j'appelle le Conseil à faire de même. J'adresse mes plus vives condoléances aux familles des victimes de la violence, au Liban, en Israël et dans le territoire palestinien occupé, y compris à Gaza.

Cette tragédie a soulevé, à juste titre, l'indignation du monde entier. Malheureusement, certains Libanais ont laissé éclater leur colère contre l'Organisation. Un peu plus tôt aujourd'hui, une foule de manifestants a envahi nos bureaux de Beyrouth, y déclenchant un bref incendie. Par chance, l'incendie a pu être rapidement maîtrisé. Trois membres du personnel auraient été blessés, mais heureusement, aucun grièvement. Les manifestants ont quitté les lieux après l'intervention des forces armées libanaises. Je suis très reconnaissant au Gouvernement libanais de cette prompte réaction, ainsi qu'au Président du Parlement libanais, M. Nabih Berri, et aux autres dirigeants libanais dont les appels au calme, dignes d'hommes d'État, ont été décisifs.

La « Maison des Nations Unies » sert de plaque tournante à nos activités humanitaires au Liban, qui se poursuivront dans tout le pays. Mais, bien sûr, nous craignons que des actes similaires n'aient lieu dans la région ou dans le monde musulman en général. Aussi, je prie instamment les autorités et les peuples de tous les pays de respecter et de protéger le personnel des Nations Unies. Je prie tout un chacun de comprendre que nous faisons tout notre possible pour aider, à travers la diplomatie, à travers l'action humanitaire et à travers les efforts de la FINUL, qui, comme chacun le sait, a subi des pertes tragiques il y a quelques jours seulement.

Les événements tragiques survenus à Cana nous rappellent qu'il y a 10 ans déjà, une centaine de

personnes qui avaient trouvé refuge dans ce même village ont connu un sort identique. Il faut impérativement sortir la région de ce cycle de violence qui semble être sans fin.

Au cours des 18 derniers jours, plusieurs centaines de citoyens libanais ont été tués, la grande majorité étant des civils et au moins un tiers des enfants. Par ailleurs, des centaines de milliers de Libanais ont dû fuir leur maison, la plupart au milieu de bombardements intensifs. Dans le même temps, plus de 50 Israéliens, dont 19 civils, ont péri et, dans le nord d'Israël, la population subit en permanence des tirs nourris de roquettes. Des milliers de personnes se trouvent actuellement dans les abris. Il importe de souligner que les deux camps ont une lourde responsabilité dans le conflit et que tout porte à croire que les deux parties ont commis de graves violations du droit international humanitaire.

Les combats en cours ont éclaté le 12 juillet, à la suite d'une attaque spontanée du Hezbollah contre Israël et de l'enlèvement de deux soldats israéliens. Depuis, le Hezbollah ne cesse de pilonner sans discrimination le nord d'Israël à partir de positions situées, selon toute vraisemblance, au milieu de populations civiles. Nul ne conteste le droit d'Israël de se défendre. Mais sa manière de procéder a entraîné, et continue d'entraîner, des morts et des souffrances dans des proportions inacceptables.

Comme le Conseil le sait, j'ai systématiquement condamné les actions dirigées contre des civils. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme a rappelé à toutes les parties qu'elles auraient à rendre compte de tout manquement au droit international humanitaire. Le plus urgent est d'obtenir sans délai la suspension des combats, responsabilité dont est investi le Conseil. Il faut agir maintenant avant que d'autres enfants, d'autres femmes et d'autres hommes ne soient victimes de ce conflit sur lequel ils n'exercent aucun contrôle. Je lance donc un nouvel appel à la cessation immédiate des hostilités afin que les secours humanitaires puissent parvenir aux victimes, qui en ont désespérément besoin.

Dans l'intervalle, nous pouvons œuvrer ensemble à l'élaboration du cadre politique nécessaire pour un cessez-le-feu durable et un règlement viable, le renforcement du Gouvernement libanais, le désarmement de toutes les milices et l'application de toutes les résolutions du Conseil de sécurité, y compris

les résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006). Je travaillerai avec le Conseil à la création et au déploiement d'une force de stabilisation chargée d'aider le Gouvernement libanais à étendre son autorité sur l'ensemble du pays. Je sais qu'il existe des divergences d'opinion entre les membres du Conseil sur les différentes étapes de la marche à suivre. Je les supplie de mettre leurs divergences de côté pour se mobiliser sur le premier des impératifs : l'arrêt immédiat des hostilités.

Je me dois également d'informer le Conseil que dans notre entretien de ce matin, le Premier Ministre libanais Siniora m'a signalé que son gouvernement avait décidé de ne plus participer aux discussions et aux efforts diplomatiques afin de trouver une solution sans cessez-le-feu. Je lui ai demandé si cette décision avait été approuvée par l'ensemble du Gouvernement et il m'a confirmé que c'était la décision de son gouvernement.

L'autre information dont je voudrais faire part au Conseil est que les Forces de défense israéliennes ont demandé à la FINUL d'évacuer la population de deux villages – Ramyah et Ayta al-Shab – aujourd'hui même, avant le coucher du soleil. Bien sûr, la FINUL a refusé d'évacuer les villages, indiquant qu'elle n'avait pas les moyens de le faire. De telles requêtes sont souvent émises par le Gouvernement libanais lorsque le concours de la FINUL est requis. Je pense que c'est quelque chose que les membres Conseil doivent savoir afin de mieux comprendre la situation qui prévaut dans la région et dans le Sud-Liban.

Je voudrais terminer en indiquant explicitement et brièvement que l'autorité et l'influence du Conseil sont en jeu. Il y va de l'autorité et de l'influence de ce Conseil : les gens ont remarqué son incapacité à agir avec fermeté et rapidité pendant cette crise. Les événements survenus aujourd'hui à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) sont en partie le reflet de cette frustration. Dans l'intérêt des habitants de la région et de cette Organisation, j'exhorte le Conseil à agir et à agir dès maintenant.

Le Président : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Je donne la parole au représentant du Liban.

M. Mahmoud (Liban) (*parle en arabe*) : Monsieur le Président, nous vous remercions d'avoir

organisé si rapidement la séance du Conseil de sécurité de ce matin. Nous remercions le Secrétaire général d'avoir lancé un nouvel appel à un cessez-le-feu immédiat et d'avoir exhorté le Conseil de sécurité à prendre position sur la situation actuelle.

Nous sommes réunis aujourd'hui au moment même où le sang d'innocents continue d'être versé et que des mères pleurent leurs enfants morts à Cana, qui attendent d'être mis en terre. Nous sommes venus demander : Quand la machine à tuer s'arrêtera-t-elle? Nous sommes dans la troisième semaine de massacres et de destructions. Aujourd'hui, le hameau de Cana a été une nouvelle fois frappé par Israël, 10 ans après la mort des enfants, des femmes et des personnes âgées venus se réfugier dans ce village pacifique et tranquille pour essayer de rester en vie dans l'obscurité des abris.

Les bombes israéliennes ne peuvent distinguer les enfants innocents et le caractère sacré de la vie. Les secouristes ont extrait des décombres d'un immeuble résidentiel une soixantaine de corps. D'autres – essentiellement de femmes et d'enfants – continuent d'être extirpés. Aussi n'a-t-on toujours pas pu déterminer avec précision le nombre total des victimes du dernier massacre commis par Israël. Il ne fait aucun doute que, dans leur conscience et au plus profond de leur cœur, tous les membres du Conseil savent qu'Israël commet des massacres de guerre. Israël commet des atrocités contre l'humanité. Même si, malheureusement, il faut encore que des résolutions du Conseil abordent ces massacres, cela ne signifie pas qu'il faille cacher la vérité.

Cette tragédie est survenue au moment où le Gouvernement libanais cherchait, en consultation avec des États amis, un moyen de sortir de la crise qui sévit au Liban. Le Premier Ministre libanais, Fouad Siniora, a présenté au nom du Gouvernement d'unité nationale un plan en sept points, dont le premier est un cessez-le-feu immédiat et total. Toutefois, Israël a manifestement opté pour d'autres solutions : la solution du pilonnage et des frappes aériennes contre des enfants; la solution du blocus, afin d'empêcher l'acheminement de médicaments et de vivres dans les villages peuplés de civils; la solution du châtement et des assassinats collectifs; ainsi que le rejet de la volonté exprimée par la quasi-totalité des membres du Conseil de sécurité et de tous les pays du monde qui appellent à un cessez-le-feu immédiat.

Après ce massacre – après les nombreux massacres et après le deuxième massacre de Cana – nous pensons que, par respect de la dignité et de la volonté du peuple libanais, et en hommage aux martyrs tombés aujourd'hui et ces trois dernières semaines, il n'est ni viable ni acceptable d'envisager la moindre solution tant qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu global.

Le peuple libanais, qui manifestait l'an dernier dans les rues et les squares de Beyrouth pour demander la vérité, l'indépendance et la liberté, le peuple libanais auquel le Conseil a manifesté son appui dans de nombreuses résolutions, proclamant et saluant son énergie et sa démocratie, ce peuple pleure aujourd'hui ses martyrs. Au côté de son gouvernement, il demande au Conseil d'obtenir immédiatement un cessez-le-feu et d'ouvrir une véritable enquête sur ce massacre et sur les autres massacres perpétrés par Israël ces trois dernières semaines sur le territoire libanais.

Nous sommes attachés à l'ONU. Nous la considérons davantage comme un refuge pour les faibles et les victimes de l'injustice que comme une tribune pour les puissants. Trouverons-nous auprès du Conseil de sécurité ce que recherche le peuple libanais blessé? Le Gouvernement libanais s'est adressé, par l'entremise de son Premier Ministre, au corps diplomatique. Je vais à présent vous lire sa déclaration :

(l'orateur poursuit en anglais)

« Je serai bref. L'heure n'est pas au discours mais à l'action. Avec l'appui et le soutien de la nation tout entière, nous avons retourné toutes les pierres et exploré tous les recoins de notre désir sincère d'aboutir à un cessez-le-feu immédiat et total et de mettre fin à la fureur meurtrière et aux massacres que l'armée israélienne commet depuis 18 jours dans sa détermination aveugle de détruire le Liban. Nous étions convaincus que le plan en sept points que j'ai proposé à la Conférence de Rome serait approuvé par toutes les nations éprises de paix.

À la place, Israël a répondu par un nouveau massacre de femmes et d'enfants innocents dans le village de Cana, qui avait déjà vécu une tragédie similaire il y a 10 ans, quand Israël avait tué de sang-froid plus d'une centaine de civils venus se réfugier dans un avant-poste de l'ONU. Israël avait baptisé cette tragédie "Raisins de la colère". Quel principe de guerre va-t-il cette fois

invoquer? Pourquoi avoir encore choisi Cana? Peut-être va-t-il cette fois parler des “raisins de la haine”.

Nous pouvons seulement dire qu'en ce jour d'affliction, il n'y a pas de place pour le dialogue, mais seulement pour notre appel à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel, à un retrait de l'autre côté de la Ligne bleue ainsi qu'à l'ouverture immédiate d'une enquête internationale sur les massacres continuellement perpétrés par Israël sur le territoire du Liban en violation des lois et des conventions internationales et de la décence humaine la plus élémentaire. On ne peut attendre de nous que nous négociions ou discussions de quoi que ce soit tant que le glaive impitoyable et cruel de la machine de guerre israélienne continuera de faire couler le sang de femmes et d'enfants innocents.

Je vous prie également – et c'est la raison pour laquelle je vous ai demandé de vous réunir aujourd'hui – d'exhorter les gouvernements, en particulier ceux qui siègent au Conseil de sécurité, d'appuyer notre demande en faveur de la tenue immédiate d'une séance du Conseil de sécurité ainsi que notre appel à un cessez-le-feu inconditionnel.

Enfin, je voudrais vous donner l'assurance que tout en comprenant la colère exprimée pendant la manifestation spontanée à la “Maison des Nations Unies”, que vous avez pu voir à la télévision, nous déplorons les attaques dirigées contre le bâtiment et demandons aux manifestants de s'exprimer par des voies pacifiques. La “Maison des Nations Unies” est la maison de tous les Libanais.

Excellences, Mesdames et Messieurs, je sais qu'au plus profond de votre cœur, vous savez qu'Israël commet des atrocités d'une telle ampleur que votre conscience ne peut les tolérer. Alors faites savoir la vérité, la vérité vraie et entière, à vos gouvernements et à vos organisations et exhortez-les à agir rapidement pour obtenir un cessez-le-feu immédiat et sans condition, ainsi que le retrait au-delà de la Ligne bleue, et à soutenir notre appel en vue d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité. »

(l'orateur reprend en arabe)

Je forme l'espoir que les membres du Conseil de sécurité appuieront l'appel du Liban pour la tenue d'une réunion d'urgence du Conseil, pour l'obtention d'un cessez-le-feu immédiat ainsi que le lancement d'une enquête immédiate sur les massacres perpétrés au Liban par Israël.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant d'Israël.

M. Gillerman (Israël) *(parle en anglais)* : Je remercie le Secrétaire général de nous honorer de sa présence.

C'est un dimanche terrible, triste et sanglant. Une journée où nous partageons le deuil et le chagrin du peuple libanais, face aux civils innocents qui ont perdu la vie à Kafr Cana. Ces personnes, y compris des femmes et des enfants, qui ont trouvé la mort dans cet incident terrible et tragique sont peut-être tombées sous le feu israélien, mais elles sont en fait les victimes du Hezbollah, les victimes de la terreur. Si le Hezbollah n'existait pas, cet incident ne se serait jamais produit. Si le Liban était libre du joug de ce monstre, cet incident ne se serait jamais produit. Et alors que nous pleurons la mort de ces personnes, nous devons insister sur le fait qu'Israël, dans ce cas particulier comme dans les autres, n'a jamais pris pour cible les personnes innocentes.

Kafr Cana est depuis longtemps une plaque tournante pour le Hezbollah. Depuis ce village, le Hezbollah a lancé des missiles et des tirs de roquettes sur Israël. Nous allons diffuser auprès du Conseil de sécurité un film montrant le Hezbollah en train de lancer une roquette cachée derrière une maison de trois étages, une résidence civile tout à fait similaire à celle qui a été touchée aujourd'hui à Kafr Cana. Telle est la triste réalité.

Israël a à plusieurs reprises supplié les habitants de Cana de partir. Je ne serais pas surpris que le Hezbollah leur ait imposé de rester. Nous avons affaire à un ennemi impitoyable, cynique et cruel, à l'une des organisations les plus monstrueuses que ce monde ait jamais connues. Le Hezbollah n'a aucun respect pour les vies israéliennes et il n'a aucun respect pour les vies libanaises. Il ne soucie nullement du peuple libanais. Il a infiltré chaque couche et chaque recoin du pays de sorte que, selon les paroles prononcées par mon estimé collègue libanais devant une télévision américaine la semaine dernière, « au Liban, l'on ne peut distinguer le Hezbollah des Libanais ». Selon ses

propres termes, le Hezbollah est partout; selon les propres termes, le Hezbollah a infiltré la société libanaise au point d'en devenir une partie intégrante.

Mais il y a un énorme déséquilibre moral entre les deux parties. Alors que nos ennemis, qui pour la seule journée d'aujourd'hui ont lancé plus de 100 missiles sur des villes et des villages israéliens, prennent spécifiquement pour cible les femmes et les enfants pour les tuer, nous, nous nous défendons contre cette guerre brutale. Et parfois, de manière tragique, comme cela fut le cas aujourd'hui, des femmes et des enfants sont blessés, parce qu'ils sont utilisés comme boucliers humains par le Hezbollah. Le Hezbollah possède des maisons au Liban où sont cachés des missiles, des maisons dans lesquelles les familles dorment à côté de ces missiles. Et lorsque vous dormez à côté d'un missile, et bien, parfois, vous ne vous réveillez pas le matin. En Israël, nos maisons sont équipées d'abris antiaériens pour protéger les individus des bombes; au Liban, ils ont des maisons équipées pour lancer des missiles, tout en sachant que les personnes qui vivent dans ces maisons risquent d'être tuées.

Aujourd'hui, nous déclarons que nous sommes sincèrement désolés pour les Libanais et pour les personnes qui ont été tués. Je n'ai jamais entendu le Hezbollah regretter la mort d'un seul des Israéliens, femme, enfant, personne âgée, civil ou innocent, qu'il a tué. Jamais. Pourquoi? Parce que le Hezbollah nous prend délibérément pour cible. Tel est leur objectif déclaré et c'est ce contre quoi nous luttons. Alors que pour nous, chaque enfant libanais mort est une erreur terrible et une tragédie, pour le Hezbollah, chaque enfant israélien mort est une victoire et une raison de célébrer.

Je le déclare avec énergie, ici à cette table, je ne serais pas surpris, compte tenu du cynisme, de la brutalité et du mépris total de la vie humaine dont fait montre le Hezbollah, que cet incident ait été précisément ce qu'il espérait. Je ne serais pas surpris que ce soit quelque chose qu'il ait voulu et souhaité, précisément le jour où la Secrétaire d'État américaine Rice se trouvait dans la région pour tenter d'obtenir un règlement. Les membres du Conseil savent mieux que moi que chaque fois que nous nous rapprochons d'un règlement, les terroristes, les extrémistes et les fondamentalistes nous le ruine parce qu'en fait ils ne veulent pas d'un règlement.

Je dois dire que ce qui se passe aujourd'hui autour de cette table est exactement ce que le Hezbollah voulait qu'il arrive. Aujourd'hui, alors que l'on pleure les morts en Israël et dans de nombreuses autres parties du monde, l'on jubile à Téhéran, à Damas et dans les fiefs du Hezbollah, car il est arrivé exactement ce qu'ils souhaitaient voir arriver. Leur but est de voir le Conseil forcé de prendre les armes et de faire cesser le feu. Leur but est exactement de voir ce qu'il est demandé aujourd'hui au Conseil de faire. Leur but est de voir le Conseil réagir de la manière dont il le fait en ce moment.

Je sais qu'il s'agit de paroles difficiles, mais je les prononce sincèrement. J'implore les membres du Conseil de ne pas jouer le jeu du Hezbollah, de ne pas lui donner ce qu'il cherche alors qu'il sacrifie son propre peuple en l'utilisant comme bouclier humain et comme victime.

Et aujourd'hui, plus que jamais, je voudrais demander à mon ami libanais de dire à son peuple, le peuple courageux du Liban, au Gouvernement qu'il représente, et à son valeureux Premier Ministre, pour lequel nous avons beaucoup de respect, que les manifestations qui ont eu lieu aujourd'hui à Beyrouth ne devraient pas s'en prendre aux Nations Unies, mais bien au Hezbollah. Le Hezbollah est à l'origine de tous ces maux. Si vous vous en étiez occupés plus tôt, si vous aviez déployé vos forces dans le sud, tout ceci ne serait jamais arrivé. Et si le Conseil de sécurité avait fait appliquer la résolution 1559 (2004), rien de tout cela ne serait arrivé. Dites à votre peuple de manifester non pour le sang, mais pour la paix et pour l'espoir.

Si nous voulons vivre ensemble dans cet environnement brutal, dans cette région ensanglantée, nous devons créer une culture de l'espoir plutôt qu'une culture de la violence. Nous devons créer une culture dans laquelle les enfants blessés à Cana aujourd'hui se seraient trouvés à l'école plutôt que blottis les uns contre les autres comme otages du Hezbollah; une culture dans laquelle les enfants de Qiryat Shemona se seraient rendus à l'école aujourd'hui plutôt que de trembler et de se recroqueviller les uns contre les autres dans des abris parce que les roquettes Katioucha pleuvent. Nous devons changer la culture de la haine. Nous devons apprendre à nos enfants à espérer. Et nous ne devons pas laisser ce qui est arrivé aujourd'hui, aussi terrible et tragique cela soit-il, déformer les faits et la vérité. Cette vérité, c'est que le Hezbollah doit être totalement désarmé. Sans cela, si aucun cessez-le-

feu n'intervient aujourd'hui et si le Hezbollah conserver ses capacités et son immense arsenal militaires, l'hydre monstrueuse ne manquera pas de réapparaître. Et elle ne se dressera pas seulement contre nous et contre le peuple libanais, mais aussi contre l'ensemble de la région et de la civilisation telle que nous la connaissons. Ne laissez pas l'Iran et Téhéran, les parrains du Hezbollah, parvenir à leurs fins. Il faut leur dire clairement que tout cela doit finir, non pas les hostilités et le feu, mais la terreur et le Hezbollah, car tant que cela ne sera pas le cas, les hostilités et le feu se poursuivront et de nouveaux innocents en paieront le prix.

Le Président : Je donne la parole au représentant du Liban.

M. Mahmoud (Liban) (*parle en arabe*) : Je suis désolé de prendre la parole une seconde fois.

À quoi cela sert-il de détourner l'attention des massacres véritables, de leurs causes et de l'origine des tirs? La Gouvernement libanais a depuis le premier jour appelé à un cessez-le-feu. Seul un cessez-le-feu immédiat laissera une chance aux civils des deux côtés de la frontière d'échapper à ce qui est en train de se dérouler. Même la trêve humanitaire suggérée par le Secrétaire général juste avant ce week-end a été rejetée.

Il est clair depuis le début que la cible n'était pas le Hezbollah, mais en fait le Liban. L'infrastructure du pays a été prise pour cible et des centaines de civils ont été tués avant même qu'Israël n'engage réellement sa campagne contre le Hezbollah et ses positions.

Le Premier Ministre a catégoriquement rejeté les allégations selon lesquelles des roquettes auraient été lancées depuis la zone qui a été visée par les bombardements. À Ramyah et à Ayta Al-Shab, les civils vont essayer de s'endormir ce soir dans la crainte d'une action israélienne, puisqu'ils ont été prévenus. Il risque fort d'y avoir une nouvelle catastrophe au Sud-Liban si un cessez-le-feu n'est pas déclaré.

Le Président : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste.

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite à présent les membres à poursuivre les consultations après l'ajournement de la présente séance.

La séance est levée à 12 h 15.